

**Intervention de la secrétaire d'Etat
du ministère des Affaires étrangères de la République slovaque
Madame Magda Vášáryová
à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI)**

**La Slovaquie : les enjeux européens et internationaux
Paris, le 19 octobre 2005**

Monsieur le Directeur Général, chers membres de l'Institut, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, chers amis !

Je suis très honorée de pouvoir me présenter devant vous, **dans les enceintes** de l'Institut Français des Relations Internationales, cet atelier de réflexion renommé et influent, reconnu en France et à l'étranger. Un mois exactement s'est écoulé depuis l'édition de votre annuaire, où vous évaluez les problèmes-clés de l'année dernière. Je tiens à vous dire, que ces thèmes font également l'objet d'un grand intérêt auprès des analystes politiques en Slovaquie. Evidemment, ceci n'est pas un hasard. Nous faisons partie du même espace géopolitique et culturel, nous sommes membres de l'Union Européenne et de l'OTAN, et pour ces raisons, nous devons avoir les visions **similaires** des problèmes mondiaux et les réponses **similaires** aux défis globaux.

Une autre raison pour laquelle j'ai accepté votre invitation avec une grande joie a été le fait, qu'il y a dix ans, j'avais moi-même participé à la création d'une institution dont les objectifs et la raison d'être ressemblaient beaucoup à ceux de votre Institut. La Société Slovaque pour la Politique Etrangère a été une des premières institutions de ce type et en même temps une des premières organisations non gouvernementales influentes. Un peu plus tard, au cours de la période électorale de 1998, les activités des organisations non gouvernementales constituaient justement un des facteurs rendant les forces pro réformistes plus dynamiques et plus mobilisatrices dans le cadre de la lutte politique clé de notre courte Histoire. L'enjeu de l'époque était que la République slovaque pouvait s'engager soit sur le chemin des réformes fondamentales et devenir membre de l'UE en même temps que trois de ses voisins, à savoir la République tchèque, la Pologne et la Hongrie, soit attendre encore pendant de longues années dans l'antichambre de l'Europe. Dans ma position actuelle, je continue vivement à soutenir la coopération avec les organisations non gouvernementales et les think tanks. La Société Slovaque pour la Politique Etrangère et d'autres think tanks sont aujourd'hui des partenaires importants du Ministère des Affaires étrangères lors de l'accomplissement des activités

analytiques et de conférence, ainsi que celles qui sont destinées à populariser la politique étrangère et la diplomatie. La société publie également son propre annuaire.

L'histoire des relations entre nos deux nations, éventuellement entre les deux régions géopolitiques où nous sommes situés, est longue. Je m'arrêterais sur quelques-unes de ses pages plus récentes. Je voudrais souligner le nom de Milan Rastislav Štefánik, qui a été l'un des trois pères spirituels et fondateurs de la République tchécoslovaque en 1918. Štefánik, général de l'armée française, personnifie encore aujourd'hui pour beaucoup de Slovaques les rapports franco-slovaques. La France a contribué de manière importante à la création de la République tchécoslovaque, qui a été la première formation politique où la nation slovaque moderne a joué le rôle d'entité formatrice de l'Etat. Dans l'Entre-deux-guerres, la France a été un des garants de la souveraineté de la Tchécoslovaquie. Malheureusement, comme nous le savons, elle n'a pas joué ce rôle jusqu'à la fin. L'accord de Munich de 1938 a marqué le début d'une longue période de 50 ans, où les rapports officiels entre la Tchécoslovaquie et la France étaient de facto gelés.

Ceci n'a pas interrompu pour autant l'ensemble de nos relations mutuelles. Paris était la destination ou l'arrêt temporaire de beaucoup de nos dissidents politiques ou de personnes désirant librement développer leur talent artistique ou scientifique. Parmi ces dissidents se trouvait Milan Hodža, un des plus importants hommes politiques slovaques du vingtième siècle, qui avait été chef du gouvernement tchécoslovaque de l'Entre-deux-guerres. C'est justement ici à Paris, en émigration dans les années 1939 et 1940, que les opinions de Hodža sur l'avenir des petites nations de l'Europe centrale ont atteint leur maturité. Selon Hodža, cet avenir n'était lié ni aux garanties de sécurité proposées par la Russie soviétique, ni au retour vers la Monarchie, ni à l'isolation ou à la dispersion. Il était persuadé que l'avenir résidait dans la coopération étroite entre ces petites nations, aboutie sous la forme d'une fédération démocratique qui pourrait être le partenaire des puissances occidentales démocratiques. Après s'être séparé du président Beneš, il a créé à Paris le Conseil National Slovaque en tant qu'organisme représentant le courant démocratique de l'émigration politique slovaque. Hodža refusait toutes formes de totalitarisme – bolchevique, fasciste et nationaliste. Son œuvre la plus importante dénommée « Fédération en Europe centrale », présente des concepts que nous pouvons interpréter en tant qu'ébauche de l'intégration européenne sous la forme telle que nous la connaissons aujourd'hui.

La désintégration du bloc soviétique a procuré la chance de pouvoir bâtir les relations entre tous les pays européens sur des bases entièrement nouvelles. Au cours des dernières années de

règne du système soviétique, lorsque ce dernier a commencé à se désagréger progressivement, la visite du président François Mitterrand a été le signe de l'arrivée d'une période nouvelle dans les relations franco-tchécoslovaques. A cette occasion, le président Mitterrand a rencontré également un groupe de dissidents politiques, ce qui avait été dans les conditions du régime communiste tchécoslovaque de l'époque, une démarche tout à fait incroyable et inouïe. Au cours de l'accomplissement de cette tentative de profiter de la grande chance mentionnée ci-dessus, les pays d'Europe occidentale, notamment les membres de la Communauté Européenne, mais aussi les Etats Unis et le Canada, ont joué un rôle très important. Nous leur sommes, nous vous sommes, reconnaissants de cette aide. L'assistance financière, matérielle, technologique et technique a été, de toute évidence, très importante. Mais l'aide indirecte, la proposition d'une perspective réelle, n'a pas été d'une moindre importance, notamment la perspective de devenir membre d'une communauté basée sur les principes de liberté, de libre concurrence, d'Etat de droit et de solidarité. Dans ce contexte, il est inimaginable de ne pas mentionner les noms de deux hommes politiques français, à savoir Robert Schumann et Jean Monnet, qui ont contribué dans une large mesure à la naissance de cette perspective.

Le slogan « Retour en Europe ! » a été pendant les moments révolutionnaires des années 1989 – 1990 un des mots d'ordre électoraux de la majorité des nouveaux partis politiques dans nos pays. Il est évident que tout le monde n'interprétait pas ce slogan de la même manière. Beaucoup de gens pensaient surtout à la prospérité économique et au bien-être matériel immédiat. Mais il n'est pas possible d'atteindre la prospérité économique d'un coup de baguette magique. Elle ne peut résulter que du travail consciencieux et efficace de chacun, soutenu par des réformes rationnelles, conçues avec sensibilité mais radicales, et imposées par les élites politiques. Des réformes réalisées dans le cadre du respect du fonctionnement d'un Etat de droit, à savoir des réformes sociales et économiques, des réformes de l'éducation nationale et de la santé publique. La majorité des citoyens et également une bonne partie des élites des anciens satellites soviétiques ont abandonné et oublié le communisme, mais tout le monde n'a pas réussi à renoncer à ses dommages « collatéraux » et à ses conséquences persistantes. Un des héritages paralysant du système social paternaliste est l'attente d'une aide « venant du haut » (de l'Etat, du gouvernement, de l'Union européenne), au lieu de compter sur ses propres forces et capacités.

La conscience de la force de mobilisation de la perspective européenne est la raison pour laquelle notre réponse à un des principaux défis de l'Union européenne d'aujourd'hui est positive. Nous soutenons l'élargissement prévu vers le sud-est et peut-être vers l'est non

seulement du fait de nos relations très étroites avec nombre des peuples concernés, basées sur une proximité culturelle et spirituelle ainsi que sur une histoire partagée. Nous savons très bien, parce que nous en avons fait l'expérience, ce que signifie vivre pendant de longues années à seulement quelques kilomètres de la sphère de liberté et de prospérité et ne pas avoir la possibilité d'y accéder. Le principe de solidarité devrait continuer à être en vigueur en Union européenne. Un autre élargissement, qui n'aura sans aucun doute lieu uniquement dans le cas où les candidats respecteraient les conditions exigées, contribuera à notre avis à l'amélioration de la sécurité au sein de l'UE d'aujourd'hui et apportera certainement des avantages économiques mutuels. Seule une Europe en développement pourra demeurer un organisme vivant pouvant faire face aux défis nouveaux à l'échelle globale.

Notre défi européen interne est la sauvegarde de cette dynamique extraordinaire, que nous avons adoptée par l'accomplissement de *l'acquis communautaire*. Nous avons réussi à atteindre les objectifs fixés par le gouvernement après les élections de 1998, à savoir l'adhésion à l'OCDE et à l'OTAN et le rattrapage du retard de deux ans dans les négociations avec l'UE. La Slovaquie est le seul pays parmi les nouveaux membres de l'UE où le gouvernement pro réformiste a été réélu et pouvait ainsi reprendre les réformes entamées. Sur le plan des indices macro-économiques de base, nous sommes en train d'atteindre le niveau des pays occidentaux. Notre développement est même plus rapide que la croissance prévue par les plus grands optimistes. Nos réussites résultent de la confiance en nos propres forces et du fait que la majorité de la population a également partagé cette vision. Je répète, une assistance permanente déforme la réflexion et le bon sens des gens, et de ce fait je reste persuadée que nous ne devrions être le simple bénéficiaire de l'aide uniquement pendant une période la plus courte possible.

Nos réformes, par exemple celle au niveau de la fiscalité, attirent l'attention des investisseurs étrangers. Parmi les pays d'Europe centrale, nous occupons une des meilleures places sur le plan de l'arrivée des investissements étrangers. Après une période caractérisée par une certaine hésitation, la France devient progressivement le second investisseur en Slovaquie. Votre ministre des Affaires étrangères, monsieur Philippe Douste-Blazy, et votre ministre déléguée aux Affaires européennes, madame Catherine Colonna, qui sont venus en visite en Slovaquie le 7 et 8 octobre dernier, et nos représentants constitutionnels qui les ont reçus, ont pu constater ce fait avec satisfaction. Il est tout à fait réjouissant que la présence des Français ne se limite pas à quelques investissements importants et médiatisés comme PSA Peugeot Citroën u Gaz de France, mais que les entreprises françaises entendent se lancer dans les

affaires également dans d'autres domaines. Les investissements en Slovaquie et dans les pays voisins sont avantageux aussi pour la France et vous tirez certainement profit de l'ouverture des marchés de l'Est.

Je dois avouer qu'une ouverture plus rapide de votre marché du travail aux citoyens de nos pays nous ferait plaisir. Rien ne permet de penser que cette ouverture devrait être nuisible pour la France. Nous avons été un peu attristés par ce qui s'est dit en France au cours de la campagne précédant le référendum sur la Constitution Européenne. Lors de sa visite en Slovaquie, votre ministre s'est référé au manque d'informations chez les Français. Il est nécessaire de se rencontrer plus souvent, de mieux se connaître, d'échanger opinions et expériences. Non seulement lors de réunions à Bruxelles, mais également en profitant d'autres occasions. En dehors des réunions avec les représentants officiels, le planning de ma visite actuelle à Paris prévoit aussi des rencontres avec des représentants de la société civile et des étudiants. Je suis enchantée qu'à l'occasion de la visite de vos ministres, nous ayons convenu d'intensifier également les relations dans les domaines de l'éducation et de la Culture. Afin de le faire, nous tenons à profiter des possibilités résultant de notre adhésion en tant qu'observateur à l'Organisation internationale de la Francophonie.

Devenir membre du Conseil de Sécurité de l'ONU représente le plus grand défi que notre politique étrangère a à relever pour les années à venir. Comme beaucoup d'entre vous l'ont déjà constaté, le 10 octobre dernier, la Slovaquie a été élue membre non permanent de cet organe-clé de l'ONU pour une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2006. La place au Conseil de Sécurité est une suite logique de cette politique étrangère dynamique et active que nous avons démarrée après les élections de 1998. Après avoir adhéré avec succès aux structures européennes et transatlantiques, ce poste de la République slovaque confirme que la diplomatie slovaque a trouvé sa place sur la scène internationale. Néanmoins, cette place au Conseil de Sécurité n'est d'autre part que la continuation de notre politique active dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Au cours des 11 ans qui se sont écoulés depuis sa création, cet Etat qui ne compte que 5,5 millions d'habitants, a envoyé ses soldats dans le cadre de 28 missions de paix dans les régions les plus critiques du monde : dans les Balkans, au Proche et Moyen-Orient, en Méditerranée orientale et en Afrique.

La Slovaquie a l'ambition de devenir un partenaire fiable des autres membres du Conseil de Sécurité et d'être entièrement à la hauteur de cette tâche. Nous sommes conscients de notre

responsabilité, nous entendons présenter nos propres attitudes et nous voulons agir en vertu de nos propres analyses et évaluations. Cependant, nous n'entendons pas agir de manière isolée, nous sommes membres de certaines alliances, et pour cette raison, nous consulterons nos décisions avec elles. Le processus de consultations avec les membres permanents et avec les membres non permanents actuels du Conseil de Sécurité, de même qu'avec d'autres pays importants, a commencé déjà quelques mois avant le vote lui-même. Ces consultations représentent pour nous un grand intérêt aussi du fait que nous sommes obligés de nous préparer sur le plan technique aux sujets qui ne figuraient pas jusqu'à présent parmi les priorités de notre politique étrangère. Nous savons que les problèmes de l'Afrique et du Proche-Orient représentent à peu près 70% de l'emploi du temps du Conseil de Sécurité. Justement en ce qui concerne l'Afrique, nous comptons sur une collaboration étroite avec la France. Nous nous rendons compte que les intérêts et les opinions de nos partenaires stratégiques clés ne seront pas toujours forcément identiques. Mais de même, nos estimations et opinions ne doivent pas dans tous les cas correspondre aux analyses de nos partenaires. Mais des différences d'opinions ne signifient pas une trahison des principes et c'est pourquoi le choix entre l'Europe et l'Amérique représente pour nous un faux choix. Nous sommes Européens, mais nous sommes conscients de l'importance de la coopération transatlantique et nous voulons l'améliorer dans l'intérêt de notre sécurité et prospérité communes.

Notre ambition au sein du Conseil de Sécurité est de bien représenter notre région, de nous engager en vue d'un développement favorable de la situation dans les Balkans occidentaux. Comme je l'ai déjà dit dans ce discours, les Balkans occidentaux sont une région prioritaire de notre politique étrangère. Même l'Europe, l'Union Européenne, ne peut pas se démettre de sa responsabilité par rapport aux Balkans, non seulement du fait de la solidarité avec les peuples faisant historiquement et culturellement partie de l'Europe, mais également dans l'intérêt de la stabilité et de la sécurité de l'ensemble de l'espace européen. Les événements qui nous attendent et qui signifieront un développement crucial justement au cours de la période de présence de la Slovaquie au Conseil de Sécurité, seront la définition du futur statut du Kosovo, la transformation de la Mission de l'ONU à Kosovo, ainsi que de l'Office du Haut-représentant en Bosnie et Herzégovine et le futur développement des relations constitutionnelles en Serbie-et-Monténégro. Nous croyons que nous arriverons à contribuer, en coopération avec nos alliés, à l'adoption de solutions acceptables pour l'ensemble des parties concernées, qui aideront à améliorer fondamentalement la situation de la population de cette région.

Mais n'oublions pas non plus les pays qui se trouvent à l'est de notre pays. Je pense notamment à l'Ukraine, mais aussi à la Biélorussie, à la Moldavie, au Caucase du sud et à l'Asie centrale. Les questions et les problèmes qui surgissent en imaginant le futur développement des relations avec ces pays sont la sécurité énergétique, la migration, le crime organisé, la stabilité régionale et les Droits de l'homme. Permettez-moi de consacrer quelques mots à l'Ukraine. C'est notre voisin le plus grand, un des plus importants pays de l'Europe disposant d'un potentiel énorme. Nous promouvons l'élaboration d'un plan à long terme de coopération avec ce pays réalisé dans le cadre de la Politique européenne de voisinage. Nous considérons la mobilisation de la société civile, qui a précédé la révolution dite orange de l'année dernière, comme quelque chose de très positif. Nous comprenons le degré élevé de complexité des problèmes, parce que nous avons fait l'expérience de beaucoup de difficultés semblables et de ce fait, nous sommes prêts à aider l'Ukraine. D'autre part, nous savons qu'il n'est pas possible de se démettre de la responsabilité d'entreprendre des réformes et qu'il faut avoir le courage de les réaliser et de sacrifier quelque chose pour qu'il en soit ainsi. Il faut avoir la conviction que leur accomplissement est d'un intérêt vital pour le pays et qu'il n'est pas exclusivement une réaction aux incitations et pressions extérieures. Nous sommes persuadés que sur le plan de l'accomplissement des réformes, l'Ukraine ne s'arrêtera pas à mi-chemin.

Nous aurons la place au Conseil de Sécurité au moment de la réalisation du processus de réforme de l'ONU. Nous apprécions le fait que les dirigeants politiques du monde ont réussi à se mettre d'accord sur la constitution de la Commission pour la construction de la paix. La tâche à laquelle nous participerons, sera la définition de relations claires entre la Commission et le Conseil de Sécurité. Nous sommes également enchantés de l'accord sur la transformation de la Commission des Droits de l'homme en Conseil des Droits de l'homme. Après avoir réglé la question de son mandat, nous attendons que le dossier des Droits de l'homme passera au même niveau que les questions de sécurité et de développement, comme le prévoit implicitement la Charte de l'ONU. Nous sommes prêts à participer à la discussion relative à l'application du principe important de la responsabilité de protéger la population des pays contre une violation massive et grossière des Droits de l'homme, justement dans les cas où les Etats ne sont pas à la hauteur de cette tâche. Nous sommes un peu tristes qu'à nouveau les acteurs-clés n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les questions litigieuses concernant le contrôle de l'armement et de la non prolifération des armes nucléaires. En revanche, nous

considérons comme positif que la communauté mondiale ait condamné à l'unanimité toutes les formes de terrorisme.

De même, nous sommes enchantés de constater que les Etats membres de l'ONU ont confirmé leur solidarité globale avec les pauvres de cette planète et ont exprimé une volonté commune de lutter contre la pauvreté extrême, les maladies, la faim et les changements climatiques catastrophiques. Une des conclusions importantes du sommet de l'ONU est la confirmation de l'engagement des pays développés d'atteindre d'ici l'an 2015, l'objectif de consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement. Après son adhésion à l'OCDE et à l'UE, la Slovaquie a aussi commencé à préparer la stratégie officielle de son aide publique au développement, et à exprimer également de cette manière le principe de solidarité dans la pratique de notre politique étrangère. L'objectif 0,7% du PIB d'ici l'an 2015, nous semble être pour l'instant trop ambitieux, mais comme je l'ai déjà dit, la transformation de notre pays de bénéficiaire en fournisseur d'aide représente une stratégie claire de notre politique. Nous arrivons à augmenter chaque année notre part d'aide publique au développement. Notre aide est destinée notamment aux régions que nous connaissons bien et où nos relations sont basées sur une tradition – il s'agit surtout des Balkans occidentaux et de la Communauté des Etats Indépendants. Néanmoins, nous sommes conscients de la profondeur des problèmes africains et pour cette raison, nous avons incorporé dans notre stratégie les pays africains. L'aide au développement fait également partie des domaines qui pourraient faire l'objet d'échange d'expériences avec la France.

A titre de conclusion, permettez-moi de synthétiser en quelques mots l'orientation de notre politique étrangère, telle que nous la voyons et telle que nous aimerions qu'elle soit interprétée par les autres. La Slovaquie est un pays dont la politique étrangère est très dynamique et très active. En l'espace d'une courte période, le pays a réussi à devenir membre de l'OCDE, de l'UE, de l'OTAN, et récemment il a été élu au Conseil de Sécurité de l'ONU. Grâce à ses réformes économiques, mais aussi à sa main d'oeuvre qualifiée, à l'ouverture et à la cordialité de sa population, aux traditions culturelles particulières, à la beauté de sa nature et aux monuments historiques, la Slovaquie devient progressivement une destination attractive non seulement pour les hommes d'affaires et les investisseurs, mais également pour les gens souhaitant connaître quelque chose de nouveau et d'original.

Mesdames, Messieurs – je vous invite à venir en Slovaquie !

Je vous remercie de votre attention et je vous prie de ne pas hésiter à me poser des questions.